

Panorama de La Réunion

CARACTÉRISTIQUES STRUCTURELLES

Chef-lieu	Saint-Denis
Superficie	2 520 km ²
Situation géographique	océan Indien, archipel des Mascareignes, Paris à 9 180 km, Port Louis à 210 km
Langues parlées	Français et créole réunionnais
Monnaie	Euro
Statut	Département et Région d'Outre-mer (DROM) et région ultrapériphérique (RUP)
Rang mondial IDH (2010)	54
Représentation nationale	7 députés, 4 sénateurs et 1 représentant au Conseil économique, social et environnemental
Représentation de l'État	Préfet

Repères historiques

Escale sur les routes commerciales de l'océan Indien, La Réunion reçoit durant plusieurs siècles la visite de navigateurs malais, arabes et européens. Les Français y débarquent pour la première fois en 1638, mais l'île ne devient colonie à part entière qu'en 1663. Le roi de France rachète l'île en 1764, après la faillite de la compagnie des Indes Orientales. Celle-ci compte alors 22 000 habitants, dont 18 000 esclaves. Au début du XIX^e siècle, le développement de l'île s'appuie sur la culture de la canne à sucre. La France achète à bon prix les pains de sucre moulés dans des dizaines d'usines attenantes aux propriétés coloniales.

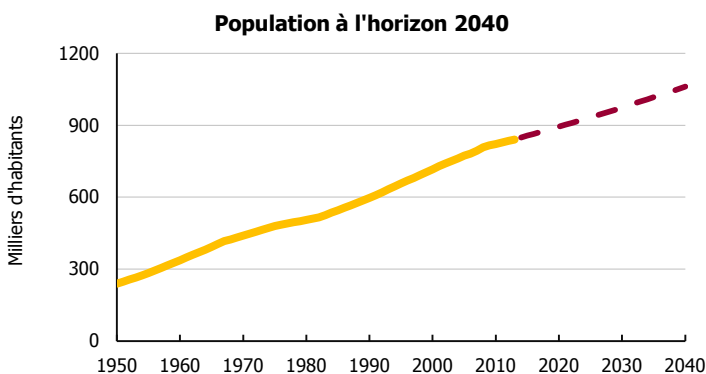
L'abolition de l'esclavage à La Réunion est proclamée le 20 décembre 1848. L'île, alors peuplée de 103 000 habitants, dont 60 000 esclaves, reprend son nom actuel la même année. Le système économique et social se réorganise autour de « l'engagisme » qui, dans les faits, reste relativement proche du système esclavagiste précédent. C'est à partir de la fin des années cinquante que s'amorce puis s'accélère un mouvement d'essor exceptionnel. C'est le temps du décollage économique qui s'accompagne de transformations profondes des infrastructures et des paysages avec l'amélioration des équipements (routiers, aériens et portuaires) et la construction de barrages hydroélectriques, d'hôpitaux et d'établissements scolaires.

Organisation institutionnelle

Depuis la loi de départementalisation du 19 mars 1946, La Réunion est un département français et devient également une Région, suite à la loi du 31 décembre 1982. A la différence des régions métropolitaines, son assise territoriale est monodépartementale et ses compétences sont étendues, notamment en matière de finances publiques locales. La Région détermine l'assiette, le taux, les exonérations et la répartition de l'octroi de mer. La réforme constitutionnelle du 28 mars 2003 a confirmé ce double ancrage institutionnel, en créant la dénomination de « Départements et Régions d'Outre-mer » (DROM).

La Réunion devient également une région ultrapériphérique (RUP) en 1997. Le régime des RUP prévoit l'applicabilité de principe de l'ensemble du droit communautaire, qui peut cependant être adapté au titre des caractéristiques et des contraintes particulières des régions ultrapériphériques. Le département bénéficie de fonds européens au titre de la politique régionale de l'UE et de son objectif « convergence », qui vise à soutenir le développement structurel des régions les moins développées de l'Union. La programmation 2007-2013 de ces fonds s'élève à 1,9 milliard d'euros, principalement orientés vers la compétitivité régionale, l'emploi et la coopération territoriale. Les prochains programmes (2014-2020) prévoient un financement accru pour la recherche et l'innovation, ainsi que l'éducation et la formation.

POURSUITE DE LA TRANSITION DÉMOGRAPHIQUE



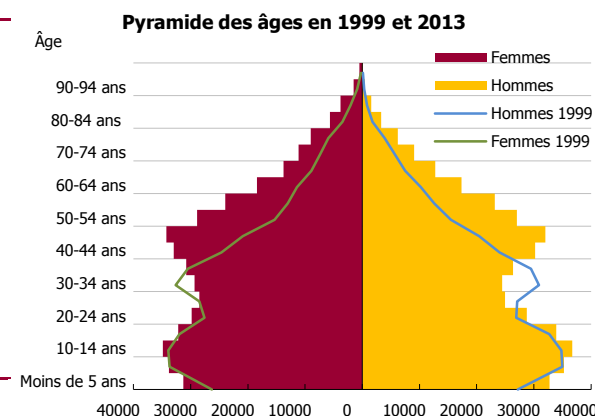
Source : Insee (Recensements ; estimations de pop. au 1^{er} janvier ; projections)

Indicateurs démographiques	La Réunion	France
Population (milliers, millions pour la France)	841,0	65,8 ⁽¹⁾
Part des moins de 20 ans (%)	32	25 ⁽¹⁾
Part des 20 - 59 ans (%)	54	51 ⁽¹⁾
Part des 60 ans et plus (%)	14	24 ⁽¹⁾
Densité de population (hab/km ²)	334	117 ⁽²⁾
Évol. annuel moy. de la population (% , 2002-2012)	1,1	0,6 ⁽³⁾
Taux de natalité (taux pour 1 000 habitants, 2012)	17,1	12,3 ⁽¹⁾
Taux de mortalité (taux pour 1 000 habitants, 2012)	5,0	8,7 ⁽¹⁾
Taux de mort. infantile (pour 1000 naissances, 2012)	7,4	3,6 ⁽¹⁾
Indice conjoncturel de fécondité (2012)	2,40	1,99 ⁽¹⁾
Espérance de vie des femmes à la naissance (années, 2012)	83,2	85,0 ⁽¹⁾
Espérance de vie des hommes à la naissance (années, 2012)	76,6	78,7 ⁽¹⁾
Part des personnes illettrées parmi les 16-65 ans ⁽⁴⁾ (%)	21	7

⁽¹⁾ Bilan démographique de l'Insee 2013 ; ⁽²⁾ Métropole en 2013 ; ⁽³⁾ Entre 2004 et 2014 ; ⁽⁴⁾ En 2007 à La Réunion et en 2012 en France métropolitaine

Source : Insee

Résultat de mouvements migratoires en provenance d'Europe, d'Afrique, d'Inde, de Chine et des îles de l'océan Indien, la population réunionnaise est métisse, multiculturelle et pluriculturelle. La Réunion poursuit sa transition démographique, entamée dans les années 1930, même si son taux de natalité reste toujours supérieur à celui de la France métropolitaine. La population réunionnaise, qui atteint 841 000 habitants au 1^{er} janvier 2013, a été multipliée par 2,3 en 50 ans. L'accroissement naturel explique l'essentiel de cette augmentation, dont le rythme ralentit cependant progressivement. La population de La Réunion devrait cependant franchir la barre symbolique du million d'habitants vers 2030, selon l'hypothèse centrale des projections démographiques réalisées par l'Insee.

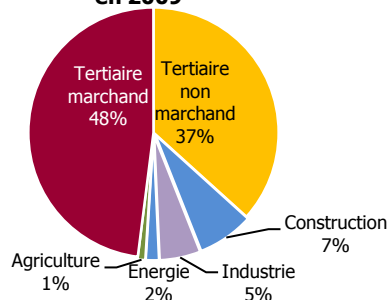


Sources : Insee, État civil

PANORAMA DE L'ÉCONOMIE

Sur la période récente et jusqu'en 2007, l'économie réunionnaise se caractérisait par une croissance structurellement dynamique, permettant de combler en partie son retard sur le niveau national en termes de richesse par habitant. Le produit intérieur brut (PIB) a presque doublé entre 1997 et 2007, avec un taux de progression de 5 % en moyenne par an, en termes réels (hors effet de l'inflation). La consommation finale et l'investissement, soutenu par des incitations fiscales et par la mise en œuvre de grands chantiers, ont été les principaux moteurs de la croissance sur cette période. La réorientation de la politique fiscale et l'important coup de frein subi par le secteur de la construction ont exacerbé les effets de la crise économique à La Réunion en 2009 (- 2,7 % de croissance, en euros constants). Depuis, l'activité économique tarde à trouver de nouveaux relais de croissance. En 2012, le PIB a progressé de 0,7 % (en euros constants), après + 1,2 % en 2011.

Répartition de la valeur ajoutée en 2009



Source : Insee

Une inflation contenue

Ces dernières années, la hausse des prix est restée modérée à La Réunion (+ 1,7 % en moyenne par an entre 2003 et 2013). Elle est en moyenne semblable à celle observée au niveau national. La progression moyenne de l'indice des prix à la consommation suit les évolutions des prix du poste « services », principale composante de l'indice, et du poste « alimentation ». Les prix des produits pétroliers sont sujets à des oscillations importantes, mais contribuent peu à la croissance générale des prix sur l'ensemble de la période. A fin décembre 2013, l'indice des prix à la consommation augmente de 0,8 % sur un an, contre + 0,9 % à fin décembre 2012.

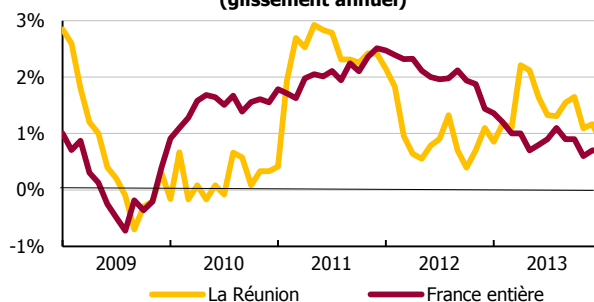
Principaux indicateurs économiques

	La Réunion	France
PIB (milliards d'euros courants, 2012)	16,1	2 032,3
Taux de croissance du PIB (% , euros constants, 2012)	0,7	0,0
PIB par habitant (euros courants, 2012)	19 090	31 076
Taux de dépendance ⁽¹⁾ aux importations (% , 2012)	28,9	29,7
Dépenses de l'État dans la collectivité (milliards d'euros, 2013)	5,6	-
Dettes des collectivités (% du PIB, 2012)	10,2	8,4 ⁽²⁾
Aides européennes pour la période 2007-2013 (milliards d'euros)	1,9	-

⁽¹⁾ Importations de biens et services / PIB ; ⁽²⁾ Dette publique notifiée ou au sens de Maastricht

Sources : Insee, Pôle Emploi, Cerom, AFD, Trésorerie générale, Région, Département

Indice des prix à la consommation (glissement annuel)

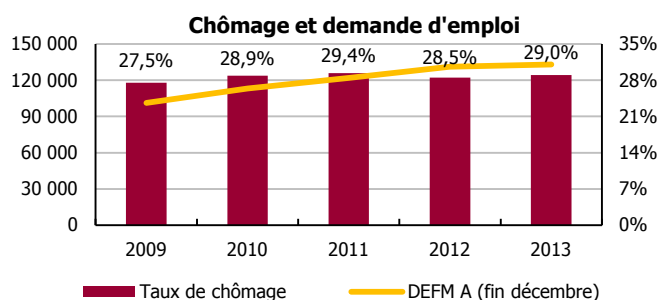


Source : Insee

Un marché du travail en déséquilibre

Entre 2005 et 2008, La Réunion a été la deuxième région française la plus dynamique en termes de création d'emplois, avec une croissance de 2,9 % en moyenne par an (contre + 0,9 % pour la France entière). Cette progression a permis de faire reculer le taux de chômage dans l'île, qui est cependant resté nettement plus élevé qu'en France métropolitaine. Depuis la crise, la création d'emplois a nettement ralenti et le nombre de demandeurs d'emploi s'est accru, pour s'établir à 133 050 demandeurs de catégorie A fin 2013. Les personnes âgées de plus de 50 ans restent les plus touchées par la dégradation du marché du travail. A l'inverse, la situation s'améliore pour les moins de 25 ans, en lien avec l'augmentation du nombre de contrats aidés signés. La proportion de demandeurs d'emploi bénéficiaires du RSA continue à augmenter, en raison de l'allongement des durées de chômage et du vieillissement de la population concernée.

Neuf emplois sur dix sont des emplois salariés, dont les trois quarts sont regroupés dans le secteur des services. Les services non marchands concentrent le plus d'emplois mais cette part tend à se réduire.



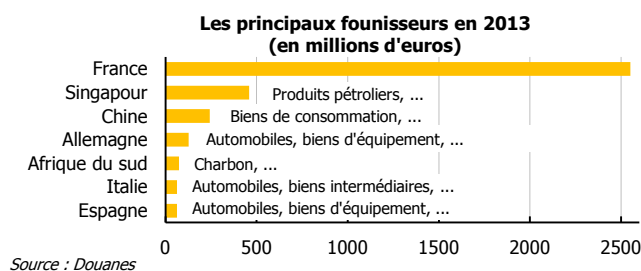
DEFA A : demandeurs d'emploi n'ayant pas travaillé au cours du mois
Sources : Dieccte, Insee

Emploi (milliers)	2002	2012 (p)	TCAM 02-12 ⁽¹⁾
Emploi total	215,0	250,1	1,5%
Emploi non salarié	15,7	23,3	4,0%
Emploi salarié	199,3	226,8	1,3%
Agriculture	2,6	3,1	2,0%
Industrie	14,4	16,6	1,5%
BTP	11,3	13,5	1,7%
Commerce	26,5	31,5	1,7%
Services marchands	52,2	72,2	3,3%
Services non marchands	92,3	89,9	-0,3%

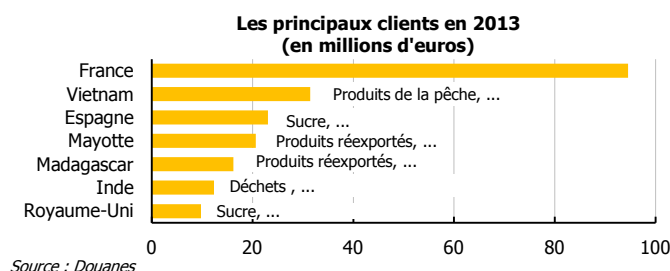
(p) Provisoire ; ⁽¹⁾ TCAM : taux de croissance annuel moyen
Source : Insee

Une balance commerciale structurellement déficitaire

A l'instar des autres Départements d'Outre-mer et de la majorité des économies insulaires, l'économie de La Réunion a largement recours aux importations pour ses approvisionnements en biens et en matières premières, ce qui génère une balance commerciale structurellement déficitaire. Parallèlement, l'île exporte essentiellement du sucre et des produits de la pêche, les autres exportations concernant principalement des produits réexportés. La France métropolitaine reste de très loin le principal fournisseur et client de l'île.



Source : Douanes



Source : Douanes

Importations en valeur (millions d'euros)	2013
Produits agricoles, de la pêche et de l'aquaculture	109,1
Produits pétroliers et hydrocarbures	626,9
Produits des industries agroalimentaires	783,1
Biens intermédiaires	498,5
Equip. méca., matériel élec., électro. et informatiques	723,0
Matériels de transport	521,6
Produits courants destinés aux ménages	951,3
Autres produits industriels	245,1
Total	4 458,6

Source : Douanes

Exportations en valeur (millions d'euros)	2013
Produits agricoles, de la pêche et de l'aquaculture	6,5
Déchets industriels et ménagers	22,2
Produits des industries agroalimentaires	191,1
dont sucre et rhum	93,2
dont produits de la pêche	76,3
Equip. méca., matériel élec., électro. et informatiques	21,1
Matériels de transport	22,2
Autres produits	33,0
Total	296,1

Source : Douanes

LES PRINCIPAUX SECTEURS D'ACTIVITÉ

La structure de l'économie réunionnaise se caractérise par la prépondérance des services, qu'ils soient marchands ou non marchands. En termes de valeur ajoutée, le secteur des services marchands (y compris commerce) constituait le premier secteur économique de l'île en 2009, devant celui des services non marchands.

Principaux indicateurs sectoriels				Principaux indicateurs sectoriels			
	2013	Moyenne décennale	TCAM ⁽¹⁾ 03-13		2013	Moyenne décennale	TCAM ⁽¹⁾ 03-13
Production agricole (M€, 2012)	404	359	2,6%	Importations de ciments (tonnes)	307	388	-0,4%
Production de cannes à sucre (milliers de tonnes)	1 718	1 821	-1,1%	Moyens affectés au logement social (M€)	330	172	10,9%
Production de sucre (milliers de tonnes)	198	201	-0,6%	Nombre de touristes (milliers)	416	409	0,5%
Production animale (tonne équivalent carcasse)	21 818	23 196	0,1%	Nombre de nuitées (milliers)	843	889	-2,5%
Export. de produits de la pêche (tonnes)	4 767	4 337	1,9%	Nombre de passagers aux aéroports (milliers)	2 095	1 806	3,4%
Effectifs du BTP (à fin décembre)	15 373	18 247	0,1%	Nombre de professionnels de santé	2 121	2 050	2,5%
Autorisations de permis de construire	7 708	9 403	-1,1%	Nombre d'élèves (public et privé, milliers)	222	223	-0,1%

⁽¹⁾ TCAM : taux de croissance annuel moyen ; ⁽²⁾ moyenne décennale
Sources : Douanes, Deal, Sicabat, Ariv, Daaf, eRcane, Caisse des congés payés du BTP

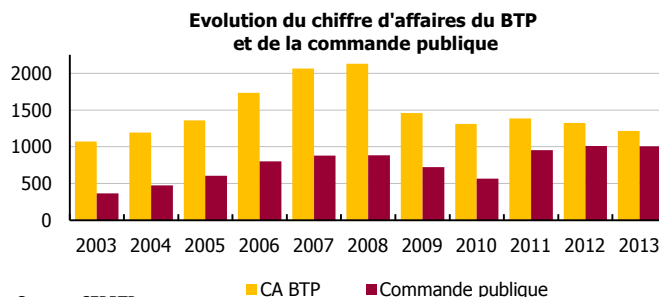
⁽¹⁾ TCAM : taux de croissance annuel moyen ; ⁽²⁾ moyenne décennale
Sources : Rectorat, Dress, Insee, IRT, Douanes, Deal, Société aéroportuaire, syndicat mixte de Pierrefonds

Une industrie sucrière moderne et concentrée

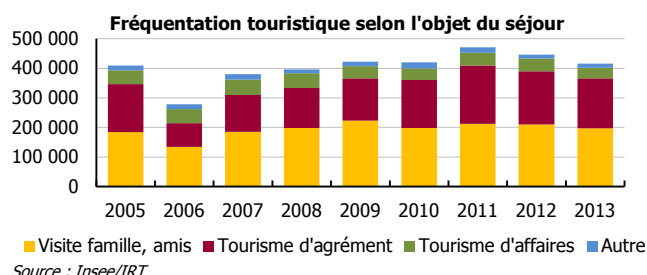
La canne à sucre a façonné l'identité de La Réunion. Aujourd'hui, l'industrie sucrière s'est modernisée et se concentre autour de deux sucreries (Bois Rouge et le Gol). Le département a produit en moyenne 201 500 tonnes de sucre par an au cours de ces dix dernières années, ce qui reste très en deçà des quotas européens alloués (338 000 tonnes). La sécheresse qui sévit depuis plus de trois ans a des conséquences négatives sur les dernières campagnes cannières. Le sucre représente cependant toujours la première source d'exportations, avec le quart des biens exportés en valeur.

Un fort dynamisme du BTP avant un « trou d'air » de l'activité depuis 2009

Le BTP a été un élément moteur du développement économique de l'île ces dernières années. Entre 2002 et 2007, la valeur ajoutée du secteur s'est accrue au rythme moyen de 16,1 % par an. Au plus fort de l'activité, il employait 25 000 personnes. A partir du milieu de l'année 2008, l'activité du BTP s'est très nettement dégradée. Le net ralentissement de la demande en biens immobiliers, alimenté par les incertitudes autour de la loi pour le développement économique des outre-mer (LODEOM), s'est traduit par une contraction des ventes de biens immobiliers neufs. Parallèlement, l'achèvement de chantiers de grande envergure (route des Tamarins, etc.) et l'abandon de projets par les collectivités locales ont engendré une forte contraction de l'activité du secteur. Depuis, l'activité du BTP reste mal orientée, avec une baisse annuelle moyenne de 10,6 % du chiffre d'affaires du secteur, qui n'emploie plus que 16 000 personnes. La commande publique, en particulier la construction de logements sociaux neufs, continue cependant de soutenir la filière et représente désormais 83 % du chiffre d'affaires du BTP. L'activité liée aux travaux publics reste stable, dans l'attente de la construction de la Nouvelle route du littoral, dont le premier accropode, symbole du lancement des travaux, a été posé le 20 décembre 2013.



Une activité touristique fortement dépendante des résidents



Le secteur touristique représente la première source d'exportation de l'île, bien que son poids dans la valeur ajoutée totale reste faible (2,6 %). Plus de la moitié de la dépense touristique sur l'île provient des touristes locaux. Du fait de son intensité en main-d'œuvre, le secteur est un pourvoyeur d'emplois significatif avec 6 750 emplois salariés directs en 2011. Après une année 2011 record, la fréquentation touristique se dégrade depuis, et retrouve un niveau proche de celui du début des années 2000.

LE FINANCEMENT DE L'ÉCONOMIE

Le marché du crédit à La Réunion reste relativement concentré. En 2013, dix banques et dix sociétés financières soumises à la loi bancaire sont installées dans le département, ainsi que quatre institutions financières spécialisées. Le niveau d'équipement en termes de guichets bancaires et de distributeurs automatiques a fortement progressé ces dernières années, même s'il reste inférieur au niveau national. Cette situation n'implique cependant pas une moindre accessibilité aux services bancaires, en raison de la forte concentration de la population sur les zones côtières.

L'accompagnement par les établissements de crédit de l'économie réunionnaise s'est longtemps traduit par une forte croissance des concours consentis à l'ensemble des agents économiques (+ 8,7 % en moyenne par an entre 2000 et 2008). La crise économique a depuis très nettement ralenti cette progression (+ 1,8 % en moyenne par an entre 2008 et 2013) et engendré une montée des risques. Les créances douteuses représentent 5,7 % des concours bancaires à fin 2013. Le système bancaire implanté localement octroie plus de crédits qu'il ne collecte de dépôts, ce qui pèse structurellement sur ses conditions de refinancement.

Indicateurs monétaires et financiers

	2003	2013	France
Nombre d'hab. par guichet bancaire	7 740	3 475	1 712
Nombre d'hab. par guichet automatique	2 183	1 406	1 115
Nombre de comptes par hab.	2,1	2,4	3,7
Actifs financiers des agents éco. ⁽¹⁾ (Md€)	7,2	12,0	1 946
Encours sains des agents éco. ⁽¹⁾ (Md€)	9,5	16,8	2 255
Taux de créances douteuses ^{(1) (2)} (%)	4,7	5,7	3,2

⁽¹⁾ auprès des établissements de crédits locaux ; Md : milliard ;

⁽²⁾ créances douteuses / ensemble des concours

Sources : IEDOM, données au 31 décembre ; Banque de France

Indicateurs d'entreprises

	2013
Actifs financiers ⁽¹⁾ (millions d'euros, à fin déc.)	2 731
Concours bancaires ⁽²⁾ (millions d'euros, à fin déc.)	7 786
dont crédits d'exploitation	14%
dont crédits d'investissement	41%
dont crédits à la construction	44%
Coût moyen du crédit à moyen et long termes (octobre 2013)	3,68%

⁽¹⁾ auprès des établissements de crédits locaux

⁽²⁾ concours sur l'ensemble des établissements de crédits

Source : IEDOM, données au 31 décembre

Indicateurs ménages

	2013
Actifs financiers ⁽¹⁾ (millions d'euros, à fin déc.)	8 516
Concours bancaires ⁽²⁾ (millions d'euros, à fin déc.)	7 086
dont crédits à la consommation	22%
dont crédits à l'habitat	78%
Créances douteuses nettes (millions d'euros)	121
Nombre de dossiers de surendettement	1 432

⁽¹⁾ auprès des établissements de crédits locaux

⁽²⁾ concours sur l'ensemble des établissements de crédits

Source : IEDOM, données au 31 décembre

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : N. de SEZE - Responsable de la rédaction : T. BELTRAND

Éditeur et imprimeur : IEDOM

Achevé d'imprimer : le 19 juin 2014 – Dépôt légal : juin 2014 – ISSN 1952-9619